

Burundi : l'emprise du pouvoir sur la radiotélévision

Deutsche Welle, le 16.07.2019, Eric Nshimirimana a été nommé le 11 juillet dernier à la tête de la radiotélévision burundaise. Sa nomination à la tête de l'unique média publique audiovisuel du pays est très critiquée.

Dans son passé récent de leader des Imbonerakure, Eric Nshimirimana est une personnalité controversée, notamment au sujet des cruautés de certains jeunes de la ligue des jeunes du parti au pouvoir CNDD-FDD qu'il dirigeait. Dans sa nouvelle fonction de directeur général de la Radiotélévision burundaise à laquelle il a été élu le 11 juillet dernier, Nshimirimana focalise encore l'attention des défenseurs des droits humains. Pour Lewis Mudge, directeur de Human Rights Watch pour l'Afrique centrale, cette nomination porte un coup dur à toutes les victimes des abus perpétrés par les Imbonerakure: "C'est un mauvais temps pour la liberté de la presse et pour l'avenir politique, spécialement pour les élections. En termes de justice pour les victimes, pour les membres des familles des victimes, abusés par les Imbonerakure, c'est aussi un mauvais moment, parce qu'il témoigne de l'impunité avec laquelle les leaders de ces groupes sont capables d'agir." 2020 en ligne de mire Pour cette organisation, il doit être redouté que sous Eric Nshimirimana l'accès au média soit restreint à l'opposition interne, surtout à l'approche de 2020 qui sera une année électorale au Burundi. Mais pour Prosper Ntahorwamiye, le porte-parole du gouvernement joint à Bujumbura, il n'a pas de commentaire à faire sur la nomination du nouveau directeur de la radiotélévision burundaise: "Pas de commentaire. C'est un Burundais à qui on confie les responsabilités comme on fait à d'autres Burundais qui le méritent. C'est pas de commentaire là-dessus." "Repartir sur de nouvelles bases" Pour Léonard Nyangoma, tombé en dissidence, toute élection au Burundi dans le contexte actuel pourrait déboucher sur une nouvelle guerre civile: "Pour que nous puissions relancer le processus électoral, on devrait s'asseoir autour d'une table de négociation et discuter de comment s'y prendre et à la fin peut-être une conférence nationale pour refonder l'Etat burundais, pour repartir sur de nouvelles bases, et organiser des élections peut-être dans deux ans, dans trois ans, même dans cinq ans. L'essentiel c'est la paix, c'est la sécurité du pays." La ligue de jeunesse du parti au pouvoir au Burundi a été qualifiée de milice par l'ONU. Mais certains burundais, les Imbonerakure sont une organisation régionale, même si l'on déplore des crimes.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});